



La Commune



Face aux attaques, il faut un plan de luttes

Publié le mardi 22 avril 2014



Face aux attaques | Edito Anticapitalisme & Révolution, 21 avril 2014

Toujours plus pour les entreprises, tel est le credo du gouvernement Valls, qui persiste et signe, en organisant le plus gros transfert de richesses jamais réalisé dans ce pays de notre poche vers celles des grandes entreprises. Pour financer les milliards de cadeaux au patronat, sans aucune contrepartie sur l'emploi, il s'attaque aux salaires, retraites et prestations sociales, coupe dans les budgets sociaux et pille les caisses de la Sécu.

Baisse des salaires pour les fonctionnaires

Le prétendu "gel" des salaires représente en réalité une baisse de revenus pour les fonctionnaires, dont le point d'indice est déjà bloqué depuis 2010, et le sera jusqu'en 2017 si on laisse faire. Cela concerne 5 millions d'agents. Ainsi, un salarié qui gagnait 1750 euros en 2010 recevrait l'équivalent de 1554 euros en 2017, compte tenu de l'inflation, soit une baisse de pouvoir d'achat de 200 euros par mois.

Hold-up sur la Sécu

En supprimant toutes les cotisations sur les salaires au niveau du smic, Valls pille les ressources de la Sécu. Car exonérer les patrons revient à ce que la Sécu ait moins de recettes, et c'est elle qui est ponctionnée pour les deux tiers des cadeaux au patronat. Mais à force de ne pas faire rentrer les cotisations sociales, comment les prestations maladie, chômage, famille ou logement, seront elles payées ? Eh bien, par nous, une deuxième fois. On nous dira qu'il n'y a plus d'argent et qu'il faut donc tailler dans les dépenses et remettre la main au porte monnaie.

Le Smic dans le collimateur des patrons

Les patrons en sont ils reconnaissants pour autant ? Que nenni : plus on leur en donne, plus ils en demandent. Ainsi, Gattaz veut instaurer un smic jeune, une vieille marotte patronale : déjà en 1994, le gouvernement de l'époque avait tenté de l'instaurer pour les jeunes de moins de 26 ans, rémunéré à 80% du smic. Il a été obligé de reculer, devant l'énorme mobilisation de la jeunesse.

Les patrons ont aussi essayé d'instituer une plus grande précarité pour les jeunes : en 2006 a été voté le contrat première embauche, (CPE) qui voulait mettre en place une période d'essai de deux ans, pendant laquelle ils pouvaient être licenciés sans motif. Devant plusieurs manifestations de un à trois millions de personnes dans les rues du pays, et une grève interprofessionnelle, le gouvernement a dû encore une fois reculer. Et ceci malgré le fait que la loi avait été déjà votée. Comme quoi, les lois ne sont pas gravées dans le marbre !

Une mobilisation nécessaire

Il est donc possible de faire reculer les gouvernements, qu'ils soient de droite ou de gauche, à condition de se mobiliser. Le pacte pro-patronal et anti-ouvrier peut être l'occasion de leur faire ravalier leurs plans d'austérité.

La manifestation nationale à Paris contre l'austérité du 12 avril dernier était une première étape dans la mobilisation, mais cela ne peut à l'évidence pas s'arrêter là. Les organisations qui étaient à l'initiative de cette manifestation doivent proposer des actions à la mesure des attaques, si elles ont véritablement à coeur la défense de nos intérêts. Le 15 mai prochain, les fonctionnaires sont appelés à manifester. Et pourquoi pas tous ensemble, et cette fois jusqu'à ce qu'ils remballent leurs projets ? Car nous sommes tous frappés, d'une façon ou d'une autre, par cette offensive sans précédent menée par le gouvernement actuel de gauche, qui met en oeuvre ce que la droite appelait de ses vœux, sans avoir osé le faire.